

APRÈS LA PLUIE, LE MAUVAIS TEMPS ?

Crise : le bout du tunnel ?

La crise économique s'est éclip­sée des journaux. Le calme semble aujourd'hui prédominer, alors que la tourmente de la crise de l'euro battait son plein il y a quelques mois encore. Tous les problèmes se sont-ils envolés ?



© Fotolia

CAPITALISME CONTEMPORAIN.

D'après certains économistes, il n'a pas fini de poser problème.

C'était il n'y a pas si longtemps : l'actualité économique tenait l'Europe en haleine. Qu'allait-il arriver aux Grecs ? En proie à une terrible crise de la dette, les états européens retenaient leur souffle. La Grèce

allait-elle sombrer et emmener dans son sillage l'Espagne et le Portugal ? L'Europe se sentait en péril et les sommets Sarkozy-Merkel se multipliaient. On voyait alors les taux d'emprunt des États s'envoler, aggravant encore la situation. Les dirigeants ten-

taient de rassurer les marchés en créant « les PIGS », ces fonds gigantesques destinés à venir en aide aux États en détresse : Portugal, Italie, Grèce et Espagne. La Belgique tremblait aussi, voyait ses taux augmenter. Elle était au bord du gouffre.

UN PRINTEMPS ÉCONOMIQUE ?

Depuis quelques temps, le sujet semble s'éclipser. On ne parle presque plus de crise de l'euro dans les journaux, si ce n'est pour dire que l'Europe voit le bout du tunnel. Les taux ont baissé, les bourses remontent, le temps semble à l'accalmie... Que s'est-il passé ? L'austérité a-t-elle payé ? Est-on réellement « sorti d'affaire » ? Si l'on donne la parole aux principaux acteurs, une certitude se dégage : il n'existe pas d'unanimité sur la question. Selon les dirigeants, la crise fait partie du passé. C'est ce que proclamait Mario Draghi, président de la Banque Centrale Européenne, au récent forum de Davos : « *La situation est sensiblement plus favorable qu'elle ne l'était l'an dernier.* » Pour le président français François Hollande également, le plus dur serait passé. « *La Grèce, nous avons enfin apporté les fonds qu'elle attendait. L'Espagne, nous avons permis au secteur bancaire d'être renfloué. L'Italie, même s'il y a une incertitude politique, je suis sûr que les Italiens vont y répondre. Et donc tout ce que nous avons à faire ce n'est plus simplement sortir de la crise de la zone euro : c'est fait. Il faut désormais apporter de la croissance, apporter de l'emploi, apporter de la confiance pour les jeunes.* »

LE PIRE EST À VENIR

Tout autre son de cloche du côté du collectif Roosevelt 2012 emmené par les inépuisables Stephan Hessel et Edgar Morin. Ce mouvement citoyen souhaite contribuer à « *une insurrection des consciences qui puisse engendrer une politique à la hauteur des exigences* ». Ici, on le dit clairement, ce qui attend le citoyen, c'est une crise bien plus grave que celle de 2008. Il cite notamment le gouverneur de la Banque d'Angleterre qui déclarait récemment que « *la prochaine crise risque d'être plus grave que celle de 1930* » ou Olivier Blanchard, le chef économiste du FMI pour qui, « *il est fort possible que la situation soit pire que ce que nous avons connu en 2008* ».

Pour ce collectif, l'éclaircie actuelle sur les marchés ne saurait masquer une situation très préoccupante de l'économie mondiale. Notamment la dette totale des États-Unis qui n'en finit pas de grimper (aujourd'hui 358% du PIB). L'optimisme couramment partagé sur la bonne forme de ceux qu'on appelle les « BRICS » (Brésil,

Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) est aussi à tempérer. En effet, la bulle immobilière chinoise fait craindre un éclatement et la croissance indienne et brésilienne donne des signes d'essoufflement. Selon Roosevelt 2012, les solutions mises en œuvre n'ont pas résolu le problème : « *Plutôt que de s'attaquer aux racines de la crise, plutôt que de changer radicalement un système économique que tous, en 2008, disaient vouloir transformer de fond en comble, nos dirigeants ont continué la fuite en avant, en remplaçant la « transfusion » de dette privée par une transfusion de dette publique. Mais jusqu'à quand cette fuite en avant est-elle durable ? Il est de plus en plus*

« Il faut s'atteler à résoudre les inégalités, faute de quoi ce sera la rue qui s'exprimera de manière inattendue. »

clair que nos économies se rapprochent de l'abîme... »

Moins situé politiquement et sans doute plus nuancé, l'économiste belge Bruno Colmant, professeur à l'UCL, ne se veut guère plus rassurant même si sa lecture du problème est plus « européenne ». D'après lui, il y a peu de raisons de se réjouir. Il livre ses inquiétudes sur son blog : « *Les messages rassurants de la BCE et des autorités européennes doivent, à mon intuition, être appréciés avec circonspection car si la situation s'améliore dans certains pays, c'est que toute l'Europe tombe en récession.* » Selon l'économiste, l'un des problèmes majeurs de l'Europe est sa monnaie « *trop forte* ». « *Il est incompatible de conserver une monnaie forte (et dépourvue d'inflation) et des dettes publiques d'une envergure inconnue.* » Et d'avertir : « *Cette crise de l'euro est profonde et polymorphe. Tous les économistes américains et européens d'envergure le clament.* » Si les marchés sont rassurés, la situation resterait catastrophique pour les pays du sud de l'Europe avec un taux de chômage qui ne diminue pas et une récession en vue. « *Il faut s'atteler à résoudre les inégalités, faute de quoi ce sera la rue qui s'exprimera de manière inattendue* », assure-t-il.

SORTIR DU CADRE

Pour Paul Jorion, anthropologue et commentateur de la crise qu'il avait prédit avant 2008, l'enseignement à tirer, c'est qu'il faut « *sortir du cadre* ». Selon lui, on n'est plus dans une situation où les

choses s'arrangent par elles-mêmes. Les dirigeants doivent arrêter de trouver des solutions ponctuelles à un problème qui est structurel. « *Un jour ou l'autre, on sera de nouveau au pied du mur.* » Aujourd'hui, il fait face à des problèmes prévisibles comme la difficulté pour l'Espagne et la Grèce de rembourser leurs dettes. Mais aussi envisager les catastrophes imprévisibles. « *Vu la fragilité du système économique, comme la digue d'un barrage qui s'est fragilisé au fil des années, on ne sait pas exactement où ça va péter.* » Le capitalisme contemporain a, selon le professeur, désormais montré des failles insurmontables. Le système est aber-

rant à plusieurs égards. « *Qu'est-ce qui justifie, écrit-il, qu'au début du XX^e siècle, le rapport du salaire le plus élevé du patron à celui de l'employé le moins payé était de 40 et qu'aujourd'hui il est de 450 en moyenne.*

Il n'y a aucune justification. Il y a eu augmentation de la productivité grâce à l'informatique. Et au lieu de distribuer le bénéfice qu'on en a tiré à l'ensemble de la population, on en a fait des dividendes et une multiplication des salaires les plus élevés. On a créé délibérément un déséquilibre supplémentaire. »

LE MONOPOLE DU CAPITALISME

Autant de signes que ce capitalisme atteint des sommets de déraison. Changer de système n'est pas pour autant chose aisée. Et l'alternative, reconnaît-il, reste encore inconnue. « *Cette particularité nouvelle de l'absence d'un concurrent sérieux au capitalisme nous interdit de nous représenter avec clarté ce qui viendra à sa suite. Pour nous aider, il faut réfléchir à ce que nous entendons par ce bonheur que nous nous souhaitons à nous-mêmes, à nos enfants et aux enfants de nos enfants.* »

Et Paul Jorion de rappeler que depuis pas mal de siècles, on réfléchit à des alternatives : Campanella, Thomas More, les socialistes utopiques en ont proposé. « *En 1930, on avait le système communiste qui, pour certains, pouvait apparaître comme un modèle. Depuis la chute du bloc de l'Est, il n'y a pas d'alternative au système capitaliste. En 1789, déjà, il y avait une réflexion commune mais, pour autant, personne ne proposait un système de gouvernement clé en main. C'est la même chose aujourd'hui, le système ne peut plus rebondir de lui-même, il est arrivé à son terme.* »